

<http://ugtg.org/spip.php?article1527>



Visite de Xavier Bertrand en Guadeloupe : Appel à la mobilisation de L'UTS - UGTG. Tous au CHU le Jeudi 21 Juillet



1 - 13H00 !!!

Date de mise en ligne jeudi 21 juillet 2011

Date de parution 21 juillet 2011

- Actualité -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Roselyne BACHELOT dépalé
an Juiyé 2009 é an Aout 2010
Xavier BERTRAND kay malpalé an Juiyé 2011

Camarades, Travailleurs de la Santé.

Décidément, la période des vacances et des jours fériés, le moment des congés annuels est la période préférée par les ministres français de la Santé pour se rendre au chevet des Hôpitaux et de la Santé en Guadeloupe.

Sonjé, en Juillet 2009 Mme BACHELOT annonçait l'engagement de l'État pour la mise en place d'un **Plan de Santé Outre-Mer** censé répondre aux difficultés structurelles de la Santé en Guadeloupe (*population fragilisée par la pauvreté et par des pathologies particulières, démographie médicale et paramédicale défavorable, risques cycloniques et tremblements de terre, surcoûts de fonctionnement et d'approvisionnement importants, etc...*).

Sonjé, en Août 2010, la même BACHELOT déclarait l'engagement de l'État pour le financement à hauteur de **610 millions d'euros** pour la reconstruction du CHU.

Depuis, plus rien...

pawol an bouch pa chaj...

BACHELOT ne répond plus et BERTRAND réapparaît en Juillet 2011, avec en poches un vaste projet de restructuration de l'offre de soins public et privé fondé selon l'État, sur **un "Plan Régional de Santé élaboré en concertation avec les acteurs du Secteur !"**

Ainsi, le Jeudi 21 Juillet 2011, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, sera dans nos eaux. Il devrait être au CHU dans l'après-midi.

Cette visite, évidemment électorale en vue des présidentielles de 2012, devra être également l'occasion pour nous Travailleurs de la Santé d'interroger le ministre sur ses intentions et sur les projets du Gouvernement, relatifs à l'offre et à l'accès aux soins en Guadeloupe.

Nous le savons, dans le cadre de **la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)** l'État envisage de limiter l'accès aux soins des malades par la fermeture de services, la délocalisation et la privatisation de certaines activités publiques et le regroupement d'établissements publics et privés dans le cadre de CHT (Centre Hospitalier de Territoire) et de GCS (Groupement de Coopération Sanitaire).

Il entend ainsi réduire les dépenses de l'Assurance Maladie, comme si nous, soignants et malades, serions responsables du déficit des établissements.

Déjà, la fermeture de **l'Hôpital de Grand-Bourg à Marie-Galante, des services de Médecine de Beauperthuy et de Maurice Selbonne, de l'Institut Pasteur** est programmée pour manque de rentabilité.

Ensuite, face aux déficits importants du CHU, du Centre Hospitalier de Basse-Terre, face aux difficultés du **Centre Gérontologique du Raizet et de l'Hôpital Local de Capesterre Belle-Eau et de Beuperthuy** à poursuivre leur reconstruction ; il envisage d'imposer un redimensionnement à minima des projets de construction et de remise aux normes, une nouvelle répartition des activités de santé et la fusion des services administratifs, techniques et logistiques.

Dans un premier temps, ce sont des congés qui ne seront pas remplacés et des centaines de nos collègues contractuels qui seront licenciés.

Ce sont également des milliers de malades, bien évidemment les précaires, personnes âgées, handicapés, jeunes et chômeurs qui ne pourront accéder aux soins nécessités par leur état, puisqu'ils ne pourront pas payer "**le service**" aux soins faute de couverture sociale suffisante.

Quand nous, soignants, observons dans quelles conditions aujourd'hui nous accueillons, hébergeons et soignons les malades, ces mesures d'austérité envisagées sont scandaleuses et inadmissibles.

Nous ne pouvons accepter que l'État qui a fait du soin hospitalier le socle de sa politique de Santé, au détriment de la prévention et de l'éducation sanitaire et au bénéfice de l'industrie chimio-thérapeutique, nous rendent responsables des maladies qui nous invalident et qui tuent comme le diabète, l'hypertension artérielle, l'insuffisance cardiaque, l'obésité, le cancer de la prostate et le sida.

Nous dénonçons le plan régional de santé tropicalisé concocté par l'ARS ainsi que ses déclinaisons en matière d'équipement, de structures hospitalières et extra-hospitalières, et ses priorités sanitaires.

Nous exigeons l'ouverture de négociations pour l'élaboration d'un plan de santé public authentique et conforme à l'état de santé réel de notre Peuple.

Nous dénonçons :

1. La décision de fermeture du centre Hospitalier de Grand-Bourg à Marie-Galante ;
2. La menace de fermeture de l'Institut Pasteur ;
3. La fermeture des services de médecine des hôpitaux Maurice SELBONNE de Bouillante et Louis-Daniel BEAUPERTHUY de Pointe-Noire ;
4. L'arrêt de la reconstruction du Centre Hospitalier de Capesterre-Belle-Eau ;
5. Le sous-dimensionnement du projet de reconstruction du Centre Gérontologique du Raizet ;
6. L'absence d'engagement clair et définitif de l'Etat sur le financement de la reconstruction du CHU ;
7. La dégradation des conditions d'accueil et des soins dans tous les établissements publics et privés ;
8. Le refus des patrons des cliniques d'engager les NAO de branche.

An nou lévé gaoulé pou

- 1. L'engagement de négociations avec l'ARS sur l'organisation de la santé, le plan régional de santé et le financement des activités de santé ;**
- 2. La poursuite des travaux de mises aux normes et des projets de reconstruction ;**
- 3. Le respect des statuts des agents des établissements publics**
- 4. La titularisation et l'intégration des contractuels du public et du privé ;**
- 5. L'ouverture des négociations annuelles obligatoires pour les cliniques privées.**

AN NOU SANBLÉ O CHU

JEDI 21 JUIYE 2011 - Inèdlaprémidi

Bay lanmen....Dèmen pa sèten....!

Bay lanmen....Dèmen pa sèten....!

P-à-P, le 19/07/11

Konsej Sendikal UTS-UGTG